

INFLATION EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO A L'ERE DE LA COVID-19 : ANALYSE ET REMEDES ECONOMIQUES

INFLATION IN THE DEMOCRAIC REPUBLIC OF CONGO IN ERA OF COVID-19: ANALYSIS AND ECONOMIC OUTLOOK

Christian BALYAHAMWABO Tulinabo

Professeur enseignant et chercheur au département d'économie
Université Evangélique en Afrique (UEA/ Bukavu, RD Congo)
Email: christian.balyahamwabo@gmail.com

John KALENGA Ngoy

Professeur enseignant et chercheur à la faculté des sciences économiques
Hosei University, Tokyo, Japon
Email : kalenga.n.john.24@hosei.ac.jp

Enock BANTU Nabongwe

Assistant d'enseignement et de recherche
Institut Supérieur Pédagogique de Kaziba, RD Congo, Mail :
Email : banenock01@gmail.com

Julio BACHIGALE

Assistant d'enseignement et de recherche
Institut Supérieur Pédagogique de Kaziba, RD Congo, Mail :
Email : juliobachigale92@gmail.com

Résumé

Cet article analyse le processus économique par lequel la pandémie de la covid-19 perturbe le prix des biens en RDC. De mars à juillet 2020 la hausse de prix sur le marché des biens était de 26%. La corrélation entre l'inflation et la dévaluation était de 0,868. Pendant la crise sanitaire, la hausse de prix des biens de consommation était la conséquence de la dévaluation du franc congolais par rapport au dollar américain étant donné que l'économie est extravertie. L'amélioration du climat des affaires et la création des unités de production pourraient réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes.

Mots-clés : Inflation, Covid-19, Politique économique, R.D. Congo

Abstract

This article analyzes the impact of the COVID-19 on the trend of goods' prices in the DRC. From March to July of 2020, the rise of prices has reached 26%. The result shows a correlation of 0.868 between the inflation and the local currency's depreciation. During the lockdown period to contain the spread of the Covid-19, the rise in the price of goods is the consequence of the devaluation of the Congolese franc against the American dollar since the economy is extroverted. Improving the business climate and creating production units could reduce the vulnerability of the economy to exogenous shocks.

Keywords (5) : Inflation, Covid-19, economic policy, D.R. Congo

Introduction

Les effets de la maladie à coronavirus 2019 (Covid-19) sur l'économie globale sont très perceptibles, bien que certains économistes du Fonds Monétaire International (FMI) estiment qu'ils pourraient être temporaires et réversibles¹. La crise sanitaire liée à la pandémie de covid-19 déclenchée au niveau mondial à partir de la Chine en décembre 2019 et proclamée en République Démocratique du Congo (RDC) en mars 2020 conduit à des perturbations économiques.

A l'instar d'autres pays, la RDC a connu des perturbations économiques liées à cette crise surtout que son économie est extravertie. Pour chercher la relation entre la pandémie à

¹FMI, *Le FMI et la covid-19 : vers une Europe plus résiliente*, 2020.

Covid-19 et la crise monétaire, cette étude analyse l'évolution de prix moyen mensuel des biens de consommation.

Beaucoup de pays du monde ont subi des chocs économiques liés aux mesures sanitaires de cette pandémie. Le confinement qui en découle a perturbé le processus de création des valeurs et d'échange suite à la panique et aux incertitudes. Pour faire face à cette situation, les gouvernements ont adopté des politiques de relance économique de grande envergure des centaines de milliards de dollars sur l'offre et / ou la demande à travers différents types de marché. C'est le cas des Etats Unis d'Amérique (USA), de la Chine, de l'Union Européenne, de la RDC, etc. Aux USA par exemple, un plan de relance économique d'environ 2000 milliards de dollars a été retenu particulièrement pour la reprise de l'économie, la création d'emploi, l'octroi des crédits et subventions aux entreprises, le soutien aux populations les plus affectées par la crise sanitaire et l'extension de l'assurance chômage².

En effet, avant la pandémie de covid-19, l'inflation en RDC avait explosé en 2017 pour atteindre 54,71% contre 23,60% en 2016 alors qu'elle était seulement à 0,82 % en 2015. Grâce à une bonne coordination des politiques monétaire et budgétaire, le taux d'inflation est passé de 7,23% en 2018 à 4,59 % en 2019³.

Avec son économie extravertie, tributaire du secteur minier et fortement dépendante des produits de première nécessité importés, la RDC a connu une baisse de sa croissance et ses comptes macroéconomiques se sont détériorés en profondeur durant l'année 2020. Cette situation nécessite d'envisager une riposte d'envergure.

Pour soutenir l'économie, la RDC avait adopté le 27 mars 2020 un train des mesures spéciales pour atténuer les effets négatifs de la Covid-19. Il s'agit entre autre (1) de l'exonération pour une durée de trois mois de tout impôt, droit, taxe et redevance sur l'importation et la vente des produits pharmaceutiques et équipements médicaux, (2) du soutien par la relance des activités des entreprises au moyen des financements de Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) à taux zéro⁴.

Cette étude s'intéresse à l'analyse d'impact du confinement lié à la Covid-19 sur les prix des biens de consommation pour lier la crise sanitaire à la crise monétaire. Elle permet de maîtriser les canaux de transmission des effets de la covid-19 sur les prix mensuels des biens

² www.org/blog/2020/03/coronavirus-rebooting-US-economy

³ Banque Centrale du Congo, Rapport de politique monétaire, Kinshasa, 2019.

⁴ Gouvernement de la RDC, « Impact sanitaire et socioéconomiques de la covid-19 en République Démocratique du Congo : analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielle », 2020.

et services en RDC tout en proposant des perspectives d'avenir. Les données sont issues des rapports de la Banque Centrale du Congo (BCC) et de l'enquête-prix réalisée sur les marchés de Bukavu par l'Institut de Recherche en Statistique Appliquée (IRSA). L'enquête était basée sur 77 produits et services de consommation, en tenant compte de la nomenclature de Classification Of Individuel Consumption by Purpose (COICOP). Nous avons principalement utilisé la méthode statistique à travers les indices élémentaires des prix avant de procéder à la déduction pour généraliser les résultats de l'enquête.

I. REVUE DE LA LITTÉRATURE SUR LA RELATION INFLATION-DEVALUATION- PRODUCTION

Cette section aborde aussi bien la littérature théorique qu'empirique sur la relation entre l'inflation et la dévaluation au monde et en RDC spécialement.

1.1. Littérature théorique

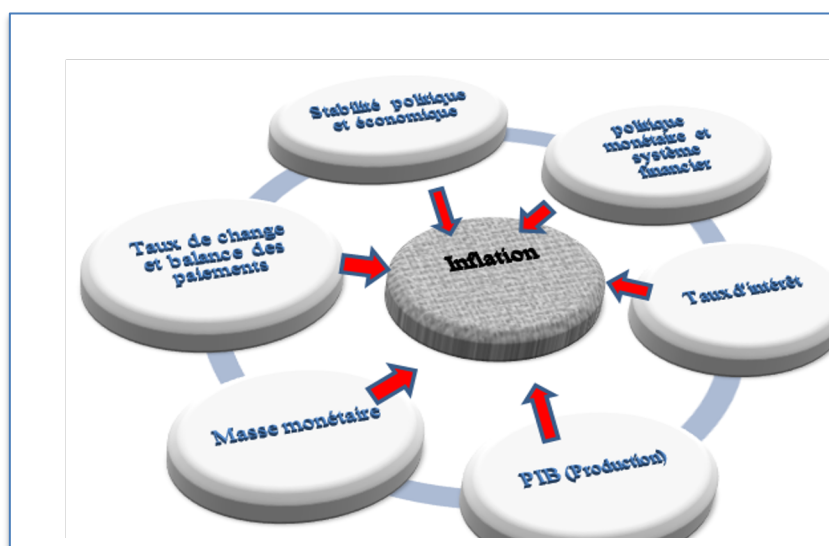
Etant donné l'ouverture de l'économie d'un pays au reste du monde, le canal du taux de change semble avoir un rôle important comme mécanisme de transmission de la politique monétaire. En outre, ce canal s'avère intéressant lorsque le pays a un régime de change flexible et une politique monétaire basée sur le ciblage de l'inflation notamment la stabilité des prix (Samia et al., 2066). La politique monétaire et la politique de change sont parmi les instruments de la politique économique de l'Etat (Ndiaye, 2012).

La politique monétaire vise à stabiliser les prix à l'interne alors que la politique de change vise à stabiliser les prix externes c'est-à-dire le taux de change pour garantir les échanges commerciaux et les mouvements des capitaux. Toutes les deux ont un point commun à savoir, la stabilité de la valeur de la monnaie nationale afin d'assurer le pouvoir d'achat local et international. Les politiques monétaires exercent une influence importante sur le taux de change. Néanmoins, les effets que l'on peut attendre des chocs et leurs mécanismes de transmission sont l'objet d'une grande incertitude (Blot, 2005).

Benchimol et Fourçans (2012) définissent la politique monétaire comme une action par laquelle l'autorité monétaire, en général la banque centrale, agit sur l'offre de monnaie dans le but de remplir son objectif de stabilité de prix tout en poursuivant d'autres objectifs de la politique économique qualifiés de triangle keynésien : la croissance, le plein emploi, et l'équilibre extérieur.

L'offre excédentaire de monnaie sans rapport avec le niveau d'activité économique peut alimenter une forte demande des biens et services et provoquer l'inflation (Mathurin & Maurille, 2007). La dégradation du terme de l'échange qui en résulte induit une dégradation du compte courant qui associé à une baisse sensible des réserves en devises étrangères rend difficile l'importation des biens. Elle se traduit par une hausse de prix et une détérioration du taux de change renforçant ainsi les pressions inflationnistes (Pinto, 2016). La figure 1 résume les facteurs affectant le taux d'inflation.

Figure 1 : les facteurs théoriques explicatifs du taux d'inflation



Source : Auteurs en résumant les facteurs théoriques de l'inflation

A l'instar de la plupart des banques centrales, la politique monétaire de la BCC s'est fixé pour objectif la stabilité de prix interne et externe. Pour atteindre cet objectif, la BCC agit sur la liquidité globale.

En vue de lutter contre la volatilité du taux de change portant les germes de l'incertitude qui alimente des anticipations inflationnistes, les autorités monétaires ont diversifié leurs interventions sur le marché de change ; c'est le cas des achats et ventes des devises par la BCC. En outre, en décembre 2019, la BCC a accueilli 368 millions d'USD de la part du FMI pour renforcer ainsi le matelas des réserves de change (BCC, 2019).

Cependant, en dépit des diverses mesures mises en œuvre par les autorités monétaires, le marché de change ne semble pas révéler son mode opératoire. Les Investissements Directs Etrangers (IDE), les dons et prêts des partenaires au développement n'arrivent qu'à couvrir partiellement le déficit courant ce qui conduit à une consommation importante des réserves en

devises de la Banque Centrale du Congo à tel enseigne que le taux de change continue à maintenir son rythme de volatilité.

En régime de change flottant, il y a risque que le taux de change ne soit pas en accord avec la politique économique souhaitée par le pays (Dupray, 2014). Ce régime est celui qui est en vigueur en RDC depuis le lancement du Programme Intérimaire Renforcé, en mai 2001 (Kibala, 2011).

1.2. Les travaux empiriques sur la relation entre inflation et dévaluation

1.2.1. Les analyses au niveau mondial

A la suite de travaux d'Obstfeld et de Rogoff (1995), il a été démontré qu'une politique monétaire expansionniste entraîne une dépréciation nominale du taux de change. Ce résultat se rapproche à ceux précédemment trouvés respectivement par Mundell (1963) et par Fleming (1962).

Jebali Samia et al. (2006) ont trouvé qu'un taux d'inflation élevé par rapport à celui des pays concurrents et partenaires commerciaux entraînerait une dépréciation de la monnaie nationale par rapport à la devise. Ceci cadre avec la théorie économique selon laquelle lorsque l'offre d'une monnaie augmente, la valeur de cette monnaie diminue car ce qui n'est pas rare est moins cher. Kibala (2011) a trouvé que la masse monétaire induit par les crédits accordés à l'Etat afin de financer ses déficits publics est le principal facteur de la dépréciation du taux de change en RDC, bien que non significatif à court terme.

Borenstein et De Gregorio (1999) ont montré que la dépréciation du taux de change est le principal déterminant de l'inflation. Ce résultat s'accorde avec Bampa Tcheta (2016) qui a trouvé que la dépréciation de la monnaie congolaise est le résultat d'une mauvaise technique d'intervention de la banque centrale plus précisément, de la baisse du taux directeur. En principe, une baisse de ce taux rend moins cher le coût du crédit dans l'économie, ce qui soutient l'activité des entreprises donc la croissance.

Dans son étude sur plusieurs pays, Strauss (1999) a relevé que la productivité n'a aucune influence sur le taux de change, dans la zone euro, le niveau de production serait insensible aux chocs de politique monétaire qui affectent le taux de change.

1.2.2. Les études empiriques sur la RDC

Les différents travaux portant sur la RDC arrivent à des résultats contrastés. En effet, une étude de la BCC faite par Fisher et al, portant sur la politique monétaire de la RDC montre

que la variation du taux directeur agit significativement sur l'inflation, bien que son ampleur demeure très faible (Fisher & Lundgren, 2013). En outre, cette étude fait remarquer une forte réactivité de la politique monétaire aux chocs inflationnistes dans les 6 mois et les effets de cette variation du taux directeur sont permanents jusqu'à plus de 24 mois qui suivent. Par ailleurs, cette politique monétaire est confrontée à une forte dollarisation et une faiblesse des institutions financières.

Vangu et Kimbambu (2014) analysent la dynamique de la politique monétaire en RDC en adoptant une approche de modélisation par l'équilibre général dynamique stochastique (DSGE). Les résultats obtenus à l'issue de leurs investigations révèlent notamment, que l'écart de production est moins sensible aux variations du taux d'intérêt, ce qui réduit l'impact des effets réels des chocs de la politique monétaire sur la demande globale. Ces résultats sont similaires à ceux trouvés par Christophe Blot qui montrent aussi que l'écart de production est moins sensible aux variations du taux de change et du taux d'intérêt. Par ailleurs, le manque de jointure entre les différents secteurs rend peu efficace la politique monétaire et en cas de chocs d'origine externe, la coordination des politiques macroéconomiques (Policy mix) est efficace.

En outre, Kibala (2011), dans son article portant sur la contribution à l'explication de la volatilité du taux de change en RDC, avait fait recours à la modélisation VAR. Ses résultats attestent une causalité unidirectionnelle du taux d'inflation au taux de change. En effet, l'auteur montre que la variation du taux d'inflation est la cause de la volatilité du taux de change en R.D.C, du moins de 2007 à 2010. Par ailleurs, si des variables comme les Avoirs Extérieurs Nets de l'Etat (AEN) et le concours au trésor n'ont pas de causalité directe avec le taux de change, elles sont toutefois explicatives dans l'évolution du taux d'inflation, et partant, du taux de change par ricochet.

Egalement, le service bancaire n'atteint qu'une faible partie de la population soit 3,4% sur la population adulte de 37,7 millions d'habitants. Le coût des crédits demeure important mais la rentabilité des banques est faible reflétant des charges d'exploitation, des frais de supervision bancaire et des coûts de liquidité élevés⁵. En outre, les dépôts ainsi que les crédits sont de courtes maturités pourtant le système bancaire est fortement dollarisé à 82,6% de dépôts en devises (Pinto, 2016).

⁵ Un tiers d'actifs est déposé auprès des banques correspondantes sans aucun rendement.

II. LA DEPRECIATION DU FRANC CONGOLAIS EN PERIODE DE CONFINEMENT LIE A LA COVID-19

Le Franc Congolais est la monnaie officielle de la RDC⁶. Il a cours légal et jouit du pouvoir libératoire illimité sur l'ensemble du territoire national, et à ce titre, est accepté pour le règlement de toutes les transactions. Pour la BCC (2020), le taux de dépréciation du franc congolais au terme des six premiers mois de l'année 2020 est remonté à 12,15 %, il est de 16% entre mars et août 2020. Ceci s'explique entre autres par la crise économique liée à la pandémie de la Covid-19 ayant entraîné le financement monétaire des déficits de l'Etat.

Les résultats de l'enquête sur les prix des biens sont présentés dans le tableau ci-dessous. La base des données et les indices élémentaires pour les 77 produits retenus figurent dans le tableau en annexe. Les mois de mai et juin ont toutefois connu des difficultés de collecte de données étant donné les fortes restrictions sanitaires en cette période.

Tableau 1 : Les indices élémentaires des prix en 2020

	Indice prix avril (base 100=mars 2020)	Indice prix juillet (base 100=avril 2020)	Indice prix juillet (base 100=mars 2020)
Somme d'indices de prix	8640	8307	9723
Nombre de produits	75,00	75,00	77,0
Indice de prix moyen	115	111	126

Source : Auteurs sur base de l'enquête réalisée sur le marché à Bukavu entre mars et Juillet 2020.

Il ressort de ce tableau que, de mars à avril 2020, la hausse des prix était énorme étant donné les chocs économiques liés aux mesures barrières ayant entraîné des anticipations. L'indice moyen de prix est de 115 soit une augmentation de 15% en cette période. Avec le temps, d'avril à juillet les biens ont circulé normalement, c'est plutôt le taux de change qui a grimpé. L'indice de prix y est de 111 soit une légère augmentation de 11%. En général, entre mars et juillet 2020 la hausse de prix des biens de consommation était de 26% alors que pour (Umba & Mwendabantu, 2016) le seuil optimal d'inflation en RDC se situerait entre 4 et 7% l'an.

Aussi, certains biens de consommation n'ont pas connu de changement de prix malgré les mesures liées à la Covid-19 et la dépréciation du franc congolais qui en est suivi. C'est le cas du pain dont le prix est resté intact mais qui a connu une baisse aussi bien de la qualité que de la quantité. Il en est de même pour le prix de transport en commun qui n'a pas connu de

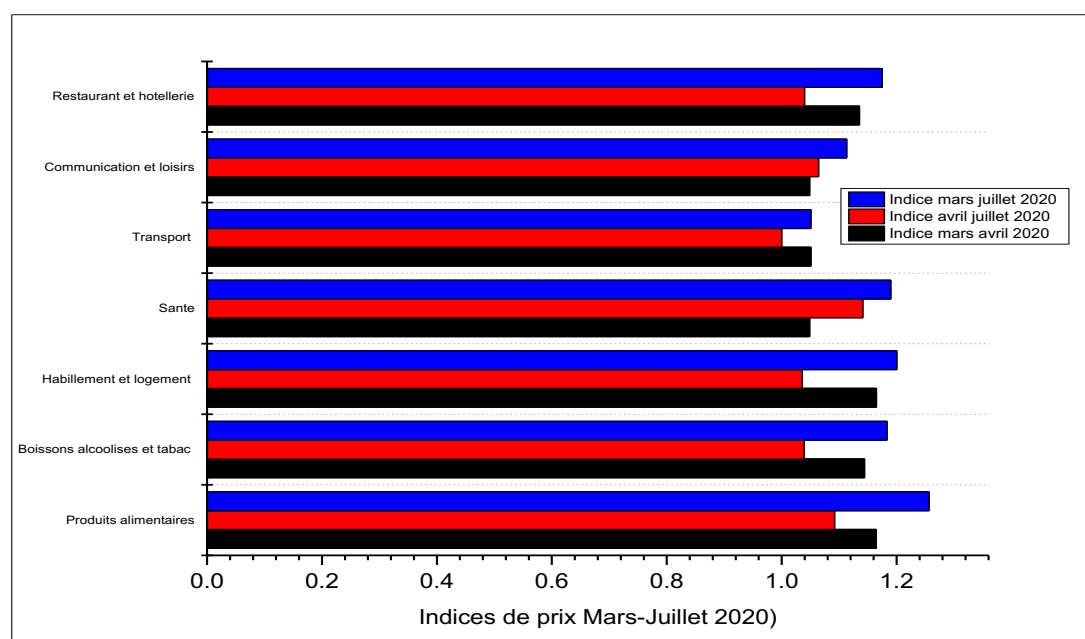
⁶ Article 1er de la Constitution du 18 février 2006

hausse étant donné le suivi du prix de carburant par le pouvoir public. Le prix de l'eau à la REGIDESO a connu une hausse vertigineuse de 40% entre mars et juillet. Ceci pourrait s'expliquer par la tendance pour cette régie de vouloir récupérer le manque à gagner pour n'avoir pas recouvré les consommations d'eau des ménages en avril et mai 2020 sur ordre du gouvernement.

Pour la BCC, le problème monétaire actuel est conjoncturel car en 2018, malgré le financement des élections sur fonds propres, le taux d'inflation n'a pas explosé. En 2019 également la stabilisation de prix était relative. Jusqu'en mars 2020, le cadre macroéconomique était relativement stable. C'est la Covid-19 qui a causé la dépréciation du franc congolais.⁷

Le graphique ci-dessous tente d'analyser la manière dont l'instabilité monétaire liée à la covid-19 a été différemment ressentie selon les secteurs économiques.

Figure 2 : indices de prix par produit sur le marché de Bukavu de Mars-Juillet 2020



Source : Auteurs sur base des données récoltées par l'enquête sur le marché de Bukavu.

Ce graphique montre que les prix des services de restauration et de l'hôtellerie ont connu une augmentation de 17% de mars à juillet pourtant il était décidé par le gouvernement que les hôtels et restaurants soient fermés pendant cette période.

⁷ Jean Louis KAYEMBE, Directeur à la BCC et président du comité de suivi de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat en RDC, sur Top Congo au 25 juillet 2020.

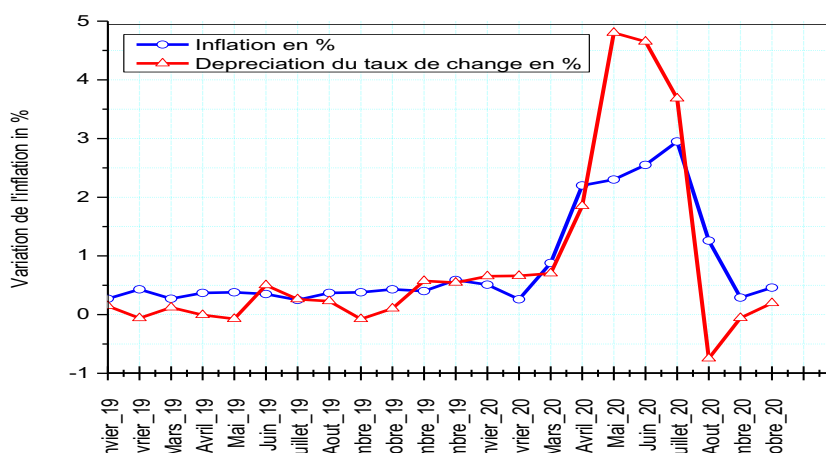
Il s'observe que la hausse généralisée des prix ou l'inflation sur les marchés des biens de consommation se réalise progressivement au rythme de la dépréciation du franc congolais. En général, il n'y a pas eu diminution ou pénurie de l'offre des biens sur le marché. Les mesures du gouvernement sur la libre circulation des marchandises ont été exécutées avec succès.

La RDC avait décidé de suspendre, jusqu'à nouvel ordre, dès le 20 mars 2020, tous les vols en provenance des pays à risque et des pays de transit. Seuls les avions et les navires cargos et autres moyens de transport frets ont été autorisés à accéder au territoire national et leurs personnels soumis aux contrôles. La réouverture des frontières a été effective le 15 août 2020.⁸

Le déplacement des biens de consommation d'un territoire à un autre, même sur les frontières nationales, n'a pas connu de difficulté majeure malgré les mesures barrières liées à la pandémie de Covid-19. Seule la circulation des personnes a pu connaître des restrictions.

Ainsi, le marché des biens est resté équilibré au début de la pandémie sans manifestation de la hausse des prix, l'offre répondant convenablement à la demande. C'est plutôt sur le marché de change où les premières conséquences économiques de la Covid-19 se sont manifestées à travers la dépréciation de la monnaie nationale face aux devises. Comme les marchés sont interdépendants, l'inflation observée sur le marché des biens n'est que la conséquence de la dépréciation ou dévaluation du franc congolais sur le marché de change. Le graphique ci-dessous en est une illustration.

Figure 3 : Evolution de la variation de l'inflation et de la cour de change



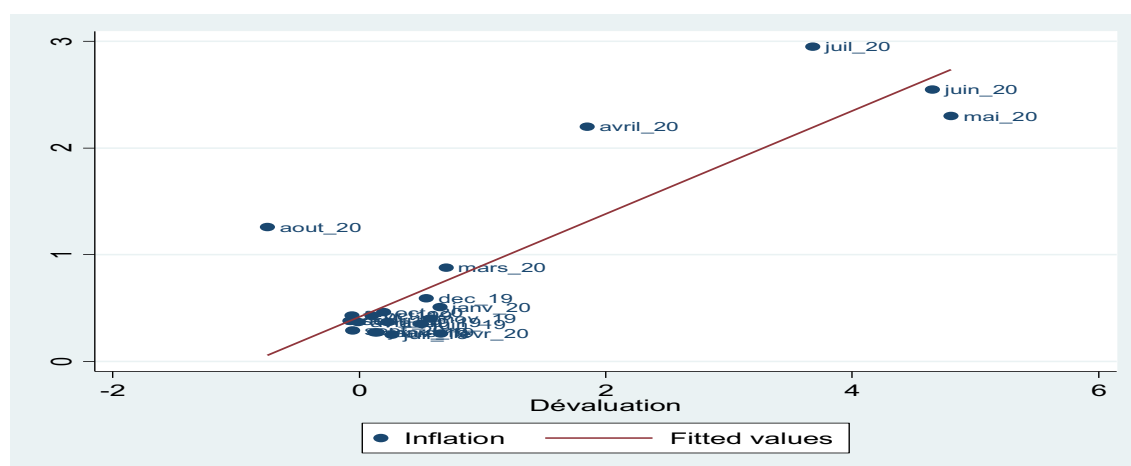
Source : Auteurs sur base des données de la BCC, Bulletin mensuel d'informations statistiques (Octobre 2020).

⁸ RDC, Discours télévisés du président de la République Démocratique du Congo sur le début et la fin de l'état d'urgence sanitaire le 18 mars et 21 juillet 2020.

Il s'observe que des fluctuations de l'inflation suivent le rythme de la variation du taux de change en RDC. Toutefois, les amplitudes de la dévaluation sont plus fortes que celles de l'inflation particulièrement pour la période de confinement lié à la pandémie à Covid-19 de mars à juillet 2020. Le graphique indique que l'instabilité économique a été beaucoup plus observée pendant le confinement. Le choc économique a été ressenti plus dans le secteur extérieur sur la dépréciation de la monnaie locale face aux devises que dans le secteur réel avec une inflation légèrement faible par rapport à la variation du taux de change.

Au mois de mars 2020 par exemple, le graphique reflète une grande différence entre le taux d'inflation de 2,3% et celui de la dévaluation de 4,8%. Le graphique ci-après reflète la corrélation entre l'inflation et la dévaluation avec un accent particulier en période de confinement pour des raisons sanitaires.

Figure 4 : Relation entre l'inflation et le taux de change en RDC de 2019 à 2020



Source : Auteurs sur base des données de la BCC, Bulletin mensuel d'informations statistiques (octobre 2020)

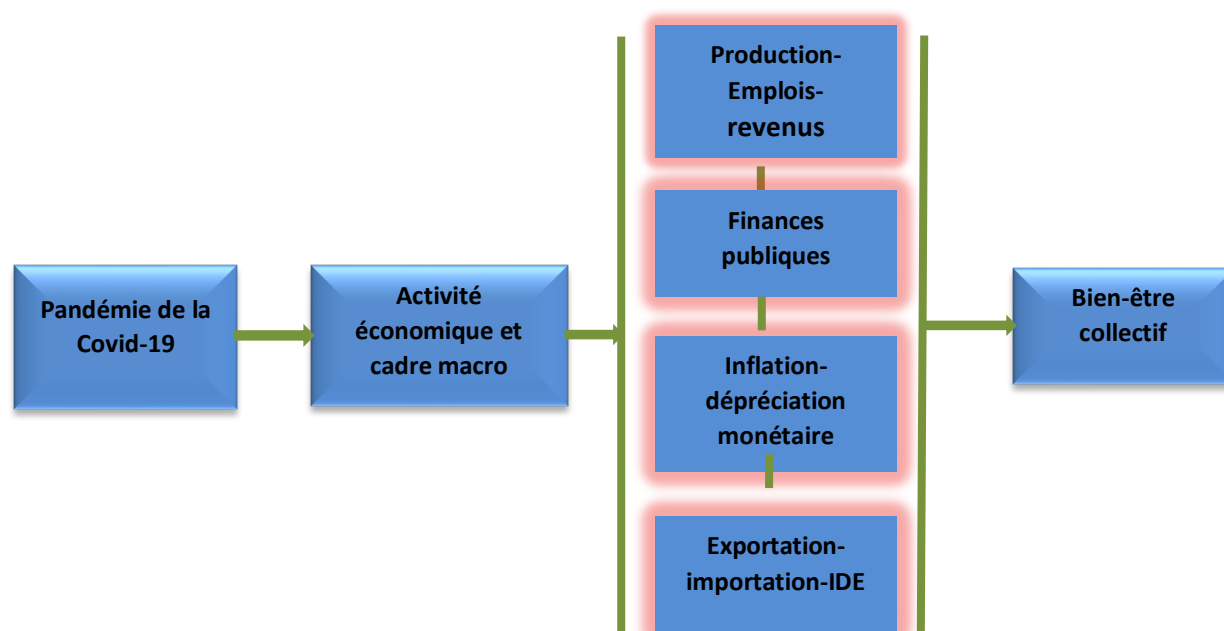
Décrivant la relation inflation-dévaluation, le graphique ci-dessus ressort la période exceptionnelle de confinement lié à la crise sanitaire en RDC allant de mars à juillet 2020. L'analyse de la corrélation entre ces deux indicateurs, inflation et dévaluation, montre une forte liaison positive ayant un coefficient de corrélation de 0,868. Ainsi, lorsque le cours de devises augmente les prix des biens de consommation suivent le même rythme. Ceci s'explique du fait que l'économie congolaise est extravertie. La plupart de biens de première nécessité proviennent de l'extérieur. En cas de perte de valeur de la monnaie locale face à la devise, l'impact se fait sentir sur les prix des biens de consommation.

Le taux de change est le reflet de la santé d'une économie. Lorsque l'économie affiche des équilibres fondamentaux, toutes choses restant égales par ailleurs, la monnaie demeure globalement stable et renforce la confiance de ses détenteurs. Dans le cas contraire, les déséquilibres budgétaire et extérieur, politiques macroéconomiques désordonnées, et le ralentissement voire contraction de l'activité, la monnaie peut devenir sujette à l'instabilité et perdre la confiance des agents économiques. Ce dernier cas entraîne le développement des comportements de protection qui peuvent menacer l'existence même de la monnaie en tant qu'institution sociale.

III. IMPACT DE LA CODID-19 SUR L'INFLATION A TRAVERS LES SECTEURS ECONOMIQUES

La perte de valeur du franc congolais par rapport aux biens et à la devise peut s'expliquer à travers l'interdépendance des secteurs du cadrage macroéconomique de secteurs réel, gouvernemental, monétaire et extérieur.

Figure 5 : Effets de la Covid-19 sur l'économie



Source : Conception des auteurs sur base de la théorie

3.1. Impact de la crise sanitaire sur les secteurs réel et extérieur

Pour le secteur réel, la valeur de CDF (franc congolais) dépend de l'offre nationale des biens et services produits par l'économie nationale. La production du pays est très faible, de sorte

que le besoin en devises pour les importations ne fait qu'augmenter. En effet, la valeur d'une monnaie émane en principe de la puissance de son unité faciale ou de la quantité de biens et de services que son unité permet d'acquérir. Le panier de la ménagère coûte combien ? Tout dépend donc de la capacité du pays à faire face aux monnaies étrangères. Cette capacité vient de la production nationale qui permet au pays d'acheter des devises à partir des exportations pour répondre à la demande des devises formulée par les importateurs.

Le problème de la dépréciation de CDF est plus lié à la plus grande dépendance de la RDC au marché extérieur. Le pays garde la même structure économique héritée de la colonisation : produire les principales matières premières pour les exportations et importer l'essentiel de tout ce qui est consommé au pays. La RDC produit ce qu'elle ne consomme pas et consomme ce qui est produit ailleurs.

La croissance économique de la RDC est tirée par les industries extractives, le commerce de gros et de détail, ainsi que les télécommunications, avec un record dépassant 8,2% en 2008 (Pinshi, 2015). Il sied de signaler que son économie repose principalement sur les industries extractives, qui sont très dépendantes des prix mondiaux et de la dynamique économique internationale. L'économie du pays est donc fragile et vulnérable aux chocs liés à la covid-19. Entant que premier produit d'exportation du pays, la chute des cours du cuivre en 2015 a entraîné une baisse des recettes, des dépenses et des réserves de change.

Les avoirs extérieurs qui devraient faciliter les opérations d'importation sont tributaires des exportations des minerais dont le pays ne contrôle pas les cours. Cette variable dépend du comportement de la demande extérieure (marché mondial).

La crise économique internationale a entraîné la baisse de la croissance économique et le déséquilibre de la balance des paiements. Certains principaux acheteurs des produits miniers congolais ont revu leurs commandes à la baisse ou les ont tout simplement annulées suite à la crise économique liée à la covid-19. Cette situation assèche la trésorerie en devises de la Banque centrale, et provoque une faible couverture des importations par les devises.

Selon la BCC, les exportations de la RDC en 2019 étaient de 15.966,8 millions de USD dont 15.826,8 millions USD (90%) pour les produits miniers et hydrocarbures. Or, les importations de la RDC sont incompressibles à certains égards : produits vivriers, carburant, pièces de rechange et matières premières de certaines industries, produits pharmaceutiques, etc. Comme

les devises deviennent rares, les importateurs échangent leurs CDF contre les USD selon la loi de l'offre et de la demande, le taux de change était devenu alors défavorable au CDF.

3.2. La crise de covid-19 et le secteur gouvernemental

Quant au secteur gouvernemental, le pays perd de plus en plus son efficacité fiscale étant donné la difficulté de mobiliser les recettes fiscales nécessaires, le taux de pression fiscale étant inférieur à 10 % en RDC contre une norme de 20 % en Afrique. Également, son crédit financier est discutable vu qu'il est difficile de se présenter sur le marché des capitaux classiques à l'intérieur comme à l'extérieur étant donné le niveau de confiance que le pays reflète. Par contre, certaines charges sont difficilement compressibles : rémunération, lutte contre les rebelles à l'Est, la riposte contre la pandémie à Covid-19, etc.

Du fait de cette situation, la tendance du gouvernement est de recourir à la planche à billets pour subvenir aux dépenses ou charges. Il s'observe des financements monétaires des déficits publics par la Banque Centrale pour faire face aux charges financières liées au fonctionnement des institutions et à la pression sociale. Ceci entraîne une abondante quantité de papier-monnaie congolais sans valeur de base face à une petite quantité des devises sur le marché de change. Pour Tambwe Djamba et al. (2016), des avances de la BCC gonflent la demande globale des devises sur le marché de change. D'une part, comme la fausse monnaie chasse la bonne, les opérateurs économiques se précipitent à acheter le peu de devises disponibles. D'autre part, cette augmentation de la masse monétaire au-delà des biens disponibles entraîne un excédent de la demande par rapport à l'offre des biens et services, pour créer la hausse généralisée des prix.

3.3. Le secteur monétaire congolais face à la pandémie de covid-19

Pour le secteur monétaire, la dollarisation de l'économie et le poids de l'informel ne facilitent pas la tâche de contrôle à la Banque Centrale, à cela s'ajoute l'utilisation excessive de la monnaie fiduciaire à la place des monnaies virtuelles ou scripturales. En principe les devises sont destinées aux transactions externes. Étant donné une forte circulation des devises (la "popularisation" du dollars us) dans les transactions internes courantes sans parfois passer par les banques, la banque centrale éprouve des difficultés de contrôler la circulation de la masse monétaire qui circule dans l'économie informelle. Les paiements électroniques sont rares de sorte que les billets de banque sont exhibés pour presque toutes les transactions. Après avoir épuisé ses réserves bancaires afin de répondre à la demande des devises, le pays est obligé de

faire régulièrement recours au financement du FMI pour des appuis budgétaires sous des conditions parfois amères sur le plan social.

Particulièrement pendant la période de confinement lié à la Covid-19, les transferts des fonds de la diaspora Congolaise vers leurs correspondants vivants en RDC ont baissé. La mentalité des congolais et la gouvernance sont aussi en défaveur de la stabilité monétaire. Les réserves des ménages sont constituées des dollars. Certains ménages congolais épargnent une partie de leurs richesses dans les pays étrangers par manque de confiance au système financier national.

L'amour de la patrie devrait conduire les congolais à consommer les biens produits dans le pays. Les gouvernants devraient quant à eux privilégier l'intérêt général en s'abstenant des décisions de nature à provoquer le déséquilibre monétaire. A cela s'ajoute la fiscalité responsable, la bonne gouvernance, et le changement de mentalité qui encouragerait la consommation locale dans la mesure où l'offre locale était suffisante.

Le président de la République avait lancé le 18 juin 20 dévaluation et 20 le Programme Multisectoriel d'Urgence d'Atténuation des Impacts de la Covid-19 (PMUAIC-19) pour une durée de 9 mois afin de limiter la détérioration du bien-être social et servir de balise à la relance en rapport avec le Plan National Stratégique de Développement. Le coût de ce programme est de 1.787.790.000\$: 15% pour la riposte sanitaire, 41% pour l'atténuation des effets sur le cadre macroéconomique dont l'inflation et le soutien à la relance des secteurs productifs, 44% pour la préservation des conditions de vie de la population pendant cette période de crise⁹.

La RDC est encore fragile et vulnérable, dépendante de l'extérieur par rapport aux importations des intrants et produits de première nécessité, denrées alimentaires, biens manufacturés et équipements. Le secteur minier, le socle de l'économie congolaise, est tributaire des cours mondiaux.

Vu ce qui précède, la solution durable au problème d'inflation et de la dépréciation en RDC pendant les périodes de crises mondiales serait principalement la relance de la production, la conversion sociale et une véritable restauration de l'autorité de l'État.

⁹ Gouvernement de la RDC, Op.cit.

Conclusion

Nos analyses expliquent la manière dont la pandémie de la covid-19 a pu perturber le prix des biens et services en RDC en général et dans la ville de Bukavu en particulier. De mars à juillet 2020 la hausse de prix sur le marché des biens de consommation était de 26% avec une forte augmentation mensuelle de 15% au début de la pandémie entre mars et avril pour diminuer à 11% entre avril et juillet. Cette variation de prix dépend d'un secteur à un autre ; ainsi les produits alimentaires ont été beaucoup plus touchés par la hausse alors que le secteur de transport l'était moins.

La relation entre l'inflation et la dévaluation est réciproque. En RDC, cette corrélation est fortement positive (0,868) et significative au seuil de 1%. L'inflation semble plus résister aux effets économiques de la crise sanitaire que la dévaluation étant donné l'économie extravertie qui caractérise le pays. Contrairement à Nyamugira et al. (2020), cette recherche soutient que c'est la hausse du prix de la devise qui a provoqué la hausse généralisée des prix des biens servies. Ces résultats sont conformes à ceux de Borenstein et De Gregorio (1999) qui trouvent également que la dépréciation du taux de change détermine la baisse de l'inflation.

Cette étude propose des pistes de solutions ci-après pour atténuer les effets des crises mondiales, comme la covid-19, sur l'économie congolaise :

- Renforcer la résilience par la diversification de l'activité économique et la constitution des réserves budgétaires et internationales.
- Améliorer le climat des affaires en termes de stabilité politique et économique permettant au secteur privé de créer et renforcer les unités de production pour atténuer les chocs exogènes.
- Pérenniser la stabilité de la monnaie en évitant la reproduction des phases alternatives de stabilité/instabilité qui ne favorisent pas la consolidation de la confiance du public en la monnaie nationale, ni l'accélération du processus de dédollarisation de l'économie.
- Restructurer l'économie nationale pour permettre aux résidents de la RD Congo de consommer ce qui est produit par le pays et en CDF.

- Mener une réforme d'envergure de l'administration fiscale et du système d'imposition, tout en renforçant le dispositif de lutte contre la fraude, les exonérations et l'évasion fiscales en vue de relever substantiellement le niveau des recettes mobilisées pouvant permettre aux services publics d'améliorer leur interventions.
- Pratiquer des politiques macroéconomiques prudentes dans le contexte d'une reprise de l'activité économique.

La réalisation du programme PMUAIC-19 sensé atténuer les effets de la covid-19 reste hypothétique car dépendant de la capacité d'endettement du pays, de la maximisation des recettes publiques, et la mobilisation de l'aide au développement. Il est souhaitable que les politiques économiques de relance après la pandémie à Covid-19 soient penchées beaucoup plus de côté de l'offre afin de stimuler la croissance économique pour limiter l'inflation.

BIBLIOGRAPHIE

- Banque Centrale du Congo, (2019). Rapport de politique monétaire, Kinshasa.
- Benchimol, J. & Fourçans, A. (2012). Money and Risk in DSGE framework: a Bayesian application to the Eurozone. *Journal of Macroeconomics*. n° 34 . pp 95-111.
- Blot, C. (2005). Sensibilité du taux de change aux chocs monétaires et budgétaires dans la zone euro. *Revue de l'OFCE*, Luxembourg. pp 287-315.
- Borensztein, E. & Gregorio, J. (1999). Devaluation And Inflation After Currency Crises. FMI. 1999. pp 1-34.
- Djamba, T. et al., (2016). Quel niveau optimal d'inflation pour la RD Congo : Estimation d'un modèle non linéaire à seuil. *BCC, document de travail*.
- Dupray, B.(2014). Trading à sens unique. *Tribuforex*. Montpellier,.
- Fisher, F. Lundgren, C. & Jahjah, S. (2013). Vers une politique monétaire efficace : le cas de la RDC. Document de travail du FMI.
- Fleming, J.M. (1962). Domestic financial policies under fixed and floating exchange rate. *Massachusetts Institute of Technology*, Staff papers n° 9. pp 369-381.
- FMI, (2020). *Le FMI et la covid-19 : vers une Europe plus résiliente*.
- Gouvernement de la RDC, (2020). Impact sanitaire et socioéconomiques de la covid-19 en République Démocratique du Congo : analyse prospective et orientations de la riposte multisectorielle.
- Kayembe, J.L. (2020). Directeur à la BCC et président du comité de suivi de la bancarisation de la paie des agents et fonctionnaires de l'Etat en RDC, sur Top Congo au 25 juillet 2020.
- Kibala, J.K. (2011). Contribution à la fluctuation du taux de change en RDC : Approche par la modélisation VAR. Working paper n°002/WP.CREQ/12-19 du CREQ.
- Mathurin, D.T. & Maurille, H. (2007). Lien entre masse monétaire et taux d'inflation. *Document d'étude et de recherche de la revue de la BCEAO*. N° DER/07/02. pp 1-23.
- Mundell, R. (1963). Capital mobility and stabilization policy under fixed and flexible exchange rates. *Canadian Journal of Economics and political science*. n°30. pp 421-431.
- Ndiaye, C.T. (2012). Sensibilité de l'activité économique aux chocs monétaire et budgétaire dans l'UEMOA. *Laboratoire Economique d'Orléans*. pp 1-22.
- Nyamugira, B. A. et al., (2020). Covid-19 en République Démocratique du Congo : Comment financer la relance économique après la crise ?
- OBSTFELD, M. & ROGOFF, K. (1995). Exchange rate dynamics redux. *Journal of Economy*, vol. 103. N°3. pp 624-660
- Pinshi, C.P. (2005). Evaluation de l'efficacité de la politique monétaire de la BCC. Forum économique.

- Pinto, M. (2016). Choc exogène, stabilité macroéconomique et développement : options de politique économique. *Groupe Banque mondiale, rapport de suivi de la situation économique et Financière de la République Démocratique du Congo*, 4ème Edition.
- RDC, Discours télévisés du président de la République Démocratique du Congo sur le début et la fin de l'état d'urgence sanitaire le 18 mars et 21 juillet 2020.
- Samia, J. et al., (2006). Taux de change et inflation, une analyse en modèle VAR du canal du taux de change : cas de la Tunisie.
- Strauss, J. (1999). Productivity differentials: the relative price of non-tradable and real exchange rates. *Journal of international money and finance*. Vol.18 n°3. pp 383-409.
- Tcheta, B. (2016). La politique monétaire en RDC face à la dépréciation du taux de change. Forum économique.
- Vangu, T. & Kimbambu, J.P. (2014). Diagnostic de la politique monétaire en RDC : Général Dynamique Stochastique DSG. Dynare Working Papers series, n°38, Paris.
- www.org/blog/2020/03/coronavirus-rebooting-US-economy, accessed on 14/09/2020